

ORBICOM FORUM



VOLUME 9 - NUMBER 2 - SPRING 2005

www.orbicom.uqam.ca

New UNESCO Chair in Southern Africa

Orbicom is proud to officially welcome within its network the new UNESCO Chair in Communication in Southern Africa*. The Chair is based in the department of Culture, Communication and Media Studies (CCMS), College of Humanities on the Durban Campus of the newly merged University of KwaZulu-Natal which has set itself the challenge of becoming the "Premier University of African Scholarships". The University has undertaken to contribute to recharacterising the African continent on the world stage by advancing the ethos of excellence in research and teaching, good governance and interacting with the rest of the global on an equal footing. These goals are also part of the new UNESCO Chair.



Durban - South Africa

The Chair's first encumbant is Professor Ruth Teer-Tomaselli. Professor Teer-Tomaselli actively teaches in both the graduate and undergraduate programmes, concentrating on a participatory and political economic approach to the structure, history and content of the media. Her research spans a broad range of topics including youth and media, public service media and community radio, and more recently, telecommunications. She has been privileged to belong to an international group of scholars exploring the role of the media in collective memory. This ten-country intergeneration study is to be published under the title of *News in Public Memory. An International Study of Media Memories across Generations***.

The current research of the Chair focuses on changes within the strategic and regulatory frameworks of state owned enterprises in the fields of broadcasting and telecommunication within South Africa. In broadcasting, the South African Broadcasting Corporation (SABC), and in telephony and telecommunications Telkom South Africa Ltd., both previously monopolistic service providers, have changed dramatically in the wake of the national move from an apartheid government in which the majority of the population was not enfranchised, to a fully-representative democracy. Of particular concern so far has been the conversion of a state broadcaster, serving the interests of a narrow minority, to a more inclusive ethos of a Public Service Broadcaster. This has entailed examining policy and implementation in areas of language delivery, local content programming on radio and television, and a radical evolution of editorial policy within the production and delivery of broadcast news services.

The period of late capitalism, marked out by a global move towards economic liberalism and a technological sea change in the form of digitalisation, which, taken together with the regional political reforms, has necessitated a massive reorganisation and rethinking in almost every area of social and economic endeavour, not least in broadcasting and telecommunications. Specifically, within South Africa, competition to the previous monopolies has been introduced in the form of privately-owned commercial and community radio stations, as well as free-to-air television and the massive expansion of satellite-delivered subscription television. In the field of telecommunication, three cellular (mobile) telephony companies have been licensed, and a second nation operator (SNO) is to be launched in the area of fixed-mobile communication.

In continuity with previous research funded by the South African National Research Foundation (SA-NRF), the Chair endeavors to provide a definite outline of different ways in which new media interact within society. An exciting development afforded by the international collaboration between Orbicom/UNESCO Chairholders, is the envisaged partnership with Jan Annerstedt, UNESCO Chair in Denmark.

* UNESCO Chair in Communication, South Africa,
Housed at the University of KwaZulu-Natal, Durban, South Africa.
Discipline home: Culture, Communication and Media Studies
Chair holder: Ruth Elizabeth Teer-Tomaselli, BA (Hons), MA cum laude, Ph.D.

** Ingrid Volkmer (ed.) 2005 (forthcoming): *News in Public Memory. An International Study of Media Memories across Generations*. Cologne: Peter Lange Publications. PB, 244 pages, US\$29.95, ISBN 0-8204-6194-6

Orbicom... sur orbite!



Du 17 au 25 février dernier s'est tenu au siège européen des Nations Unies, à Genève, le 2^e Comité préparatoire (PrepCom-2) du Sommet mondial sur la Société de l'information (SMSI) qui se déroulera en novembre prochain à Tunis. Deux points majeurs figuraient à l'ordre du jour : l'examen des rapports intérimaires présentés par les deux groupes de travail constitués par le Secrétaire général des Nations Unies à la suite du SMSI de Genève, le premier

sur les mécanismes de financement des TIC au service du développement et le second sur la gouvernance d'Internet. Orbicom était représenté au PrepCom-2 par son président, monsieur Alain Modoux.

Lors de la première journée du PrepCom-2, M. Abdul Waheed Khan, sous-directeur général de l'UNESCO pour la communication et l'information, membre du Conseil de direction d'Orbicom, a présenté aux participants un bref rapport sur les activités menées depuis le SMSI de Genève par l'UNESCO. Il a inclus dans son rapport un passage substantiel sur la Conférence de Marrakech organisée conjointement par Orbicom et le Ministère marocain de la communication, avec l'appui de l'UNESCO, et il s'est félicité de sa réussite. Il a notamment relevé "le partenariat exemplaire développé par le Royaume du Maroc et le Réseau international des Chaires UNESCO en communication, Orbicom. Les deux partenaires ont, non seulement, collaboré étroitement pour organiser matériellement la réunion, mais ils ont aussi œuvré main dans la main pour faire en sorte que celle-ci se déroule dans le respect des principes démocratiques. Chaque participant a pu s'exprimer librement, sans aucune restriction ou discrimination."

Les représentants du Royaume du Maroc au PrepCom-2, de leur côté, ont repris dans leur intervention sur la gouvernance d'Internet les principes figurant dans la Déclaration de Marrakech. Ils ont confirmé hors séance que la position officielle du Royaume du Maroc était désormais de se référer systématiquement à ce dernier texte, ce qu'ils n'ont pas manqué de faire dans le cadre des diverses réunions publiques et privées auxquelles ils ont pris part. Ils ont également demandé que les principes adoptés à Marrakech sur la gouvernance d'Internet soient accessibles sur le site Web du Groupe de travail des Nations Unies sur la gouvernance d'Internet (GTGI/WGIG). L'agence de presse marocaine MAP (Maghreb Arabe Presse) a régulièrement reflété dans ses dépêches les interventions des représentants marocains au PrepCom-2 relatives à la Conférence et à la Déclaration de Marrakech.

Pour sa part, le "caucus" des médias a fait une intervention en plénière fondée très largement sur la Déclaration de Marrakech à laquelle il se réfère explicitement à plusieurs reprises. Enfin, des représentants de grandes organisations professionnelles des médias, favorablement impressionnés par la manière avec laquelle Orbicom avait réussi à maîtriser les problèmes politiques et diplomatiques lors de la Conférence de Marrakech, ont demandé au soussigné de présider à Genève une réunion au cours de laquelle ils souhaitaient présenter le rapport établi par *International Freedom of Expression Exchange* (IFEX) sur la situation de la liberté d'expression en Tunisie.

Se fondant sur l'expérience de réunions précédentes au cours desquelles les représentants de la société civile internationale et les délégués venus de Tunisie se sont affrontés verbalement au-delà des limites tolérables, ils espéraient qu'en confiant la conduite des débats au président d'Orbicom, celui-ci réussirait à maintenir un minimum d'ordre et de dignité dans les échanges. Finalement cette réunion, qui a rassemblé quelque 150 personnes représentatives tant des organisations de défense des droits de l'homme et des médias que de la société civile tunisienne pro-gouvernementale, a pu se dérouler sans heurts, dans le respect de la liberté d'expression de chacun.

Pour conclure, je souhaiterais dire combien le processus du SMSI engagé en 2003 a stimulé et renforcé la notoriété internationale d'Orbicom, cela grâce aux efforts consentis par notre réseau d'abord lors du Sommet de Genève, avec notamment la publication des deux études majeures sur la fracture numérique (*Digital Review of Asia Pacific* et *L'Observatoire de la fracture numérique ...et au-delà*), puis lors de la Conférence de Marrakech, avec l'adoption de la Déclaration de Marrakech reconnue unanimement comme un important texte de référence, et enfin lors du PrepCom-2 qui vient d'avoir lieu à Genève, avec l'affirmation du rôle fédérateur et modérateur d'Orbicom.

Les publications durant le 2^e semestre de cette année des nouvelles éditions de *Digital Review of Asia Pacific* et *L'Observatoire de la fracture numérique ...et au-delà* seront révélatrices de la contribution intellectuelle d'Orbicom au débat sur la société de l'information.

Alain Modoux
Président d'Orbicom

À propos des publications *Digital Review of Asia Pacific* et *L'Observatoire de la fracture numérique ...et au-delà*, consultez le site web d'Orbicom, section "Projets"

Periodismo y democracia La manipulación jurídica



Existe una máxima de que “la mejor ley de prensa es la que no existe”. Y es posible que así sea, tal como lo exponen los sectores empresariales para combatir en los países de América –Estados Unidos y Canadá, inclusive– la creación de organizaciones que promulguen la profesionalización del ejercicio del periodismo.

Esa sentencia es sólo la punta del témpano que ha impedido con fiereza la posibilidad de crear mecanismos organizativos que otorguen al periodismo su carácter de profesión, a partir de que se ha instituido como carrera en las principales universidades del continente americano, en algunos casos combinada con la formación en comunicación social, concepto formativo más abarcador en algunas instituciones superiores.

A mediados del siglo pasado la formación universitaria de periodistas se convirtió en una realidad en algunos países de América. Se entiende que en la etapa inicial resultara imposible pretender que todo el que fuese a integrarse a una redacción de un periódico tuviese una formación académica en periodismo o comunicación social. Cincuenta y cuatro años después –hago la salvedad de que tomo el año 1950 como frontera en el contexto de América Latina– no se sostiene el argumento de que es innecesaria una formación académica especializada en el ramo para un desempeño íntegro en el periodismo, como si su ejercicio fuera la simple colocación, más o menos ordenadas, de una palabra detrás de otra.

En Estados Unidos, en la alborada del siglo XX, específicamente en 1904, el periodista y empresario húngaro-estadounidense Joseph Pulitzer anticipaba la necesidad de una adecuada formación académica especializada para el ejercicio del periodismo, en situación similar que las escuelas de derecho o de medicina, lo que consecuentemente dio origen al nacimiento en 1912 de la Escuela Graduada de Periodismo de la Universidad de Columbia, en Nueva York, para la que donó 2 millones de dólares. La Universidad de Missouri estableció la carrera de periodismo en 1917.

No veía Pulitzer, obviamente, ninguna contradicción entre ser propietario de diarios y requerir profesionales del periodismo formados en universidades para sus redacciones. Ni nadie se planteó, como se hace ahora, que esto conllevaría a una limitación de la libertad de prensa tal como lo concibe la Primera Enmienda de la Constitución estadounidense. Lo que no dicen los opositores a los colegios de periodistas es que esa enmienda lo que garantiza es el derecho a poseer una empresa periodística, mediante la posesión de los medios de impresión, sin que el Estado pueda actuar con temeridad bajo cualquier pretexto.

Nelson del Castillo
felap_puertorico@hotmail.com

Continuación en el sitio de Orbicom, sección “Crónicas”

Highways Towards Empowering Women



Role of Voluntary Organisation: Legislation, of course, is a force which helps to correct imbalances and bring about change. But at the grassroots it is the voluntary organisations which have been involved with developmental programmes. There have been several instances where the voluntary organisations have proven to be good delivery mechanism and some of them have lobbied very well in the attempt to penetrate larger institutions. Mass mobilisation of people becomes essential if results have to be achieved.

There are a number of NGOs dedicated to the cause of gender equality in the society. The NGOs specialise in different areas of existing problems and tackle different types of women. But all of them are striving towards the goal of equality. The selection of areas and the target groups depend on the type of expertise women’s organisations have. However, other powerful factors are the need of the society. It is required to tackle the problems and strata of the society where one finds maximum level of inequality and helplessness of the women. But NGOs need funds to run required programmes for the purpose.

Government is one of the major sources of funds for these organisations to run the required programmes. Therefore there is a trend noticed where the government approaches NGOs for running the programmes effectively and in turn funds them. This interaction between NGOs and government departments is healthy and natural. The objective on both sides is one that is of carrying out the programmes efficiently.

The important aspect in success of these programmes is effective communication strategy whether it is between beneficiaries and organisation, funding agencies and organisation or within the organisation. This encompasses the efforts to create awareness among the general public and beneficiaries, attracting funding agencies and carrying out programmes. This further includes the programmes which demand training, counselling and imparting education etc.

The new technologies have been found useful by the voluntary organisations for networking and mobilisation. There are many examples of using E-mail and the Web for electronic lobbying. In South Africa during the recent debate on reproductive rights and freedoms, a local women’s network used E-mail mailing lists to present views to Parliament and to share information with a wide range of women in South Africa.

Ila Joshi
sureg@icenet.net

Full text on Orbicom’s Web site, “columns” section.

Publications



La Médiatisation de l'Histoire. Des risques et ses espoirs, sous la direction de Michel Mathien

Éditions Bruylant, Bruxelles, 2005, "Collection Médias, Sociétés et

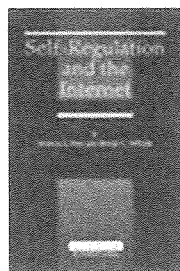
Relations Internationales" (438 pages). Préface de Jean Favier, de l'Institut de France.

"De nos jours, les médias généralistes, voire les médias spécialisés, jettent un regard sur le passé qui prend souvent des libertés avec les réalités historiques. Loin de la rigueur recherchée par les historiens, ils appliquent à leurs constructions narratives ou à leurs scénarisations visuelles des critères d'analyse de l'actualité qui sont évolutifs au gré de leur propre histoire. De ce fait, ils n'évitent ni l'anachronisme, ni l'amalgame, ni la confusion des situations comme des représentations collectives de l'Autre et de Soi auprès des opinions publiques peu portées à la connaissance de leur passé".

"L'histoire est-elle compatible avec les exigences de l'immédiateté et de l'offre des événements en " temps réel "? Est-elle compatible avec le commerce des images filmées, celui des regards des historiens d'hier et des historiens d'aujourd'hui ? Jusqu'à quel point, le sujet historique, à l'instar de n'importe quel autre choisi par les grands médias, peut-il subir la sanction du marché comme critère déterminant et... discriminant ? Et quelles en sont les conséquences ?"

"Les événements qui ont suivi le 11 septembre 2001 ont donné une acuité à notre thème... Ils interrogent sur l'argumentation historique chaque fois utilisée autant que sur l'annonce des faits". Extraits de l'introduction de Michel Mathien.

Pour commander l'ouvrage :
info@bruylant.be, au prix de 45 euros.



Self Regulation and the Internet
by **Monroe E. Price and Stefaan G. Verhulst**

Kluwer Law International
Published: 12/21/2004
ISBN: 9041123067

Every day, societal demand grows for some form of control or supervision over something that appears inherently beyond governance: the Internet. The gulf between community aspiration and the perceived limits on government capacity forces each entity, industry, and regulator to conduct a thorough and painstaking search for an appropriate solution. The resolution to this dilemma requires the innovation of regulatory design for the Internet. Without flexibility and responsiveness, traditional law and regulation cannot adequately address the transnational, intangible, and ever changing Internet space.

Attempts at Internet regulation generally have moved away from direct legal control and toward more flexible variations of what can be termed as self-regulation. This ground-breaking book by two leading authorities in this new field of law concerns the mushrooming growth of institutions and systems of self-regulation on the Internet. Internet self-regulation involves many issues, including e-commerce, technical protocols, and domain names management, but most public concern and debate has been over illegal and harmful content on the Internet.

This book offers: a general and theoretical examination of self-regulation, focusing on codes of conduct; approaches to the methodology and process for adopting such codes; descriptions and evaluations of technical devices as self-regulatory tools; and an analysis of Internet self-regulation in a converged and digital environment.

To buy this book:
<http://www.aspenpublishers.com>

Conferences

Prix Möbius international des multimédias
22-23 mars 2005
Ile de la Réunion
<http://www.prix-mobius.net/nouveau/actu.htm>

Conférence panafricaine triennale de l'AMARC
18-22 avril 2005
Nairobi, Kenya
<http://africa.amarc.org>

Colloque international: Communication pour le développement
26-30 avril 2005
Université de Douala, Cameroun
<http://comdev.ticom.info>

SVIAZ/Expo Comm
10-14 May 2005
Moscou, Russie
<http://www.expocomm.com/moscow>

"Public Communication and Globalization: Education in the Values of Democracy"
20-21 May 2005
Sofia, Bulgaria
<http://www.aubg.edu>

IPI World Congress and 54th General Assembly
21-24 May 2005
Nairobi, Kenya
<http://www.ipikenya.com>

WSIS Regional Conference Latin America and the Caribbean
8-10 June 2005
Rio de Janeiro, Brazil
<http://www.itu.int/wsis/preparatory2/index.html>

"Education for All"
UNESCO Chair "Distance Education in Engineering"
27 June - 1 July 2005
Saint Petersburg, Russia
http://suai.ru/m_univ_udep.shtml

Orbicom Forum - Vol.9 - No 2 - Printemps 2005

Production: Pierre Giguère and Valérie Harvey
Orbicom, C.P. 8888, Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec), Canada, H3C 3P8

orbicom@uqam.ca
<http://www.orbicom.uqam.ca>

© Orbicom, 2005

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
National Library of Canada